

DEUX SIÈCLES DE RECHERCHE
ET DE TECHNOLOGIE POUR
RÉUSSIR À PRODUIRE ENFIN...
LA MACHINE INTELLIGENTE!!!

... ET DEUX SIÈCLES
D'ALIÉNATION POUR
ARRIVER À EMPECHER
L'HOMME DE RÉFLÉCHIR!



LES ENJEUX CULTURELS DE L'INFORMATISATION

Ouvrage collectif sous la direction de Françoise Galloüdec-Geny et Philippe Lemoine (La Documentation Française).

S'interroger sur les changements que l'informatisation croissante va apporter dans la culture n'est pas chose facile. Deux impasses guettent cette recherche, comme d'ailleurs tout débat sur le rôle de l'informatique aujourd'hui mais celles-ci sont accentuées par le domaine bien spécifique de la culture et l'imprécision de ce qu'il recouvre exactement. La première, c'est faire appel aux idéologies de la modernité et aux divers spécialistes qui ont tenté, avec les progrès de l'intelligence artificielle, l'ordinateur saura tout faire demain (de la traduction automatique à la création d'œuvres d'art originales) et cela mieux que l'homme. L'autre impasse, c'est le rejet pur et simple et le ralliement aux valeurs culturelles traditionnelles. Position qui va vite s'avérer intenable.

Pourtant l'enjeu de ce débat est énorme. Chacun sent en effet que l'informatisation de la société telle qu'elle est envisagée dans le rapport Nora par exemple nécessite un bouleversement de nos références culturelles. Et que le succès de toute stratégie d'informatisation globale repose sur la création d'un consensus qui est loin d'être acquis. L'engouement actuel pour les petites calculatrices ou les jeux électroniques peut être de faible durée et entraîner des retours de bâton inattendus. Car les nouveaux prêtres de la « culture informatique » ont tendance à en faire trop, à promettre trop de merveilles.

En effet, autant l'ordinateur est un instrument indispensable et a ouvert de nouvelles perspectives dans les sciences et les techniques, mis à la portée du plus grand nombre sans un effort parallèle de développement culturel et scientifique, il n'en restera qu'un ensemble de services assez pauvres (annuaires, catalogues...) et de jeux dont les charmes s'épuisent assez vite. C'est là la contradiction fondamentale dans laquelle se meuvent les tenants de la nouvelle technologie. Les mythes entretenus sur les possibilités des machines, l'illuminisme et l'éclectisme du jargon informatique peuvent conduire à des réactions de rejet non contrôlées.

C'est le mérite de ce livre de tenter de cerner ce que peut apporter réellement l'ordinateur dans différents domaines directement liés à la culture sans en cacher les difficultés réelles. Ainsi, par exemple, les possibilités de la traduction automatique sont ramenées à leur juste proportion. Même chose pour les banques de données et le traitement des informations qu'elles peuvent contenir. On fait également état des expériences et des limites de la production artistique par ordinateur. D'abord en musique où les possibilités semblent plus grandes qu'en art plastique où les recherches graphiques formelles ne semblent pas capables de faire fleurir de nouvelles écoles car elles coupent l'artiste de sa meilleure source d'inspiration, la société dans laquelle il vit, pour l'enfermer dans un dialogue exclusif avec la machine. On a d'abord cru que la puissance de calcul de l'ordinateur lui permettrait de résoudre les problèmes posés sans que la théorie dans la branche correspondante ait fait des progrès (je pense particulièrement à tout ce qui touche de près ou de loin à la linguistique). A chaque fois, après bien des échecs, on a dû se rabattre sur des choses plus simples, d'un intérêt immédiat devant la complexité des phénomènes étudiés.

Ce livre aborde également des phénomènes culturels plus liés à la vie de tous les jours et que l'informatique modifie profondément, en particulier la notion d'identité. De là partent plusieurs pistes qui nous concernent directement dans notre activité militante. La première soulève l'ambiguïté des techniques de l'échappé, de carte d'identité et de cartes de paiement électroniques. Si l'on a pu résister massivement à cette « mise en fiche » c'est qu'elle est vécue par beaucoup de gens comme une plus grande autonomisation vis-à-vis des liens traditionnels qui pesaient sur l'individu : le voisinage, la famille... L'utilisation de techniques informatiques se traduit de fait par un certain anonymat qui semble aller dans le sens d'une plus grande autonomie des individus même s'ils se payent par un contrôle érotique de plus en plus étendu qui n'est pas considéré par beaucoup comme un risque majeur. Une autre piste à creuser serait les conséquences qu'aurait tout terme l'identification de l'identité à son « double informatique » par la perte progressive de son individualité. Sur chacun de ces éléments, ce livre souève un débat et qui même si nous ne sommes pas d'accord avec toutes les thèses avancées, a le mérite de soulever un certain nombre de problèmes qu'il faudra bien que nous abordions également. Enfin signons pour les philosophes deux articles consacrés à la « Théorie Générale des systèmes » qui sert un peu de bible philosophique aux nouveaux informaticiens.

Un stage de Culture et Liberté à Paris en mai

L'INFORMATIQUE,
LES CONDITIONS DE TRAVAIL
ET LA VIE QUOTIDIENNE

Ce stage a pour objet la compréhension du développement de l'informatique : d'essayer de saisir les conséquences de ce processus par chacun et de voir les moyens de la maîtriser.

Moyens

Réflexion collective et confrontation à partir notamment des situations rencontrées par les participants. Apports d'informations par des intervenants et l'animateur.

Programme

Les outils de traitement de l'information, Aspects techniques et économiques. La télématique et ses applications. Le développement de l'information et ses conséquences au niveau des différents postes de travail, des qualifications, l'informatique et les techniques d'organisation du travail, l'informatique et la vie quotidienne.

Prix

Les prix varient suivant que le stage est à la charge du participant (modulation en fonction des revenus) ou d'une collectivité.

Possibilité de demander un stage Formation, un stage éducation ouvrière (CCC, Culture et Liberté) ou un stage cadres-jeunesse.

Pour tout renseignement et inscription :
Culture et Liberté R.P.

54, Bd Garibaldi 75015 Paris
Tél : 783.22.50.

Les cadres C.F.D.T s'interrogent sur les technologies

500 ABONNES
à **TERMINAL**... pour
commencer,
bien sûr !

FICHE DE PRESENTATION DE
L'ARETE.

Objectif-Méthode de travail

La part croissante prise par l'informatique dans l'organisation du travail suscite de nombreux débats et est à l'origine d'un certain nombre de conflits dans l'entreprise. Les enjeux sociaux, économiques ou politiques apparaissent de plus en plus liés au développement de l'informatique.

Conscient de ces enjeux, des informaticiens, des économistes, des chercheurs en sciences humaines ont décidé de créer l'ARETE. (Association pour la Recherche sur l'Emploi des Techniques).

Le but de l'ARETE est de mener une réflexion approfondie sur l'impact du progrès technique, et en particulier de l'informatique, sur les situations de travail et l'organisation sociale. Proche des utilisateurs (associations d'usagers, organisations syndicales, associations professionnelles, etc.) l'association conduit son analyse à partir des situations concrètes des travailleurs dans les entreprises ou les administrations. La caractéristique de sa méthode de travail est de lier l'étude des conséquences sociales de l'informatique à une activité professionnelle informatique (expertise de projets, formation, conception de systèmes).

Services proposés

Dans cette optique, l'ARETE propose les services suivants :
- Expertise de projets informatiques ou de systèmes suivants :

Les usagers doivent avoir les moyens de dire leurs avis sur le fonctionnement réel des systèmes informatiques ou sur les projets qui vont toucher leur activité habituelle. Aussi, à la demande d'associations, de comités d'entreprise, d'organismes paritaires, l'ARETE est prête à évaluer la validité technique ou économique d'un projet, mais aussi son impact social (modification du contenu du travail, des types de qualification, aménagement des postes, etc.).

- Actions de formation

Actuellement, ce n'est qu'une fois le système mis en place que les usagers peuvent commencer à en mesurer les délimitations ou les nuisances.

Aussi le but des formations proposées est de faire réfléchir sur les moyens et les méthodes pour intégrer la réalité des conditions de travail lors de la conception et de la mise en place des systèmes informatiques.

- Conception de systèmes informatiques

Lorsque l'ARETE apporte son concours à une étude préalable, à la définition d'un système informatique ou au choix du matériel, l'objectif est d'analyser au mieux les répercussions sur l'organisation du travail, notamment en donnant les moyens aux futurs usagers du système de dire leur avis.

- Réalisation d'études ou de recherches

L'ARETE est intéressée à réaliser des études sur tout ce qui concerne l'impact du projet technique sur l'organisation sociale. A titre d'exemple, ces études peuvent concerner les domaines suivants : le rapport entre les innovations technologiques et l'amélioration des conditions de travail, les relations entre les formes d'organisation sociale et certaines techniques, le droit à l'information, etc.

ARETE, 5 rue, Mayron Paris 75009

L'Union Confédérale des Cadres C.F.D.T a organisé, les 5-6 décembre 1980 à Paris, un colloque qui doit servir de prétexte à une campagne de réflexion sur les technologies. La C.F.D.T ressent le besoin de prendre une position critique face aux discours sur les mutations technologiques et de se poser les questions qui permettent de mesurer les enjeux : quels sont les impacts économiques, sociaux et politiques des mutations technologiques ? Evidemment, l'informatique et la télématique furent parmi les techniques vedettes de ce colloque.

Cette réflexion sur les technologies se situe dans la ligne politique définie au congrès de l'UCC de juin 1978, au cours duquel les cadres C.F.D.T ont choisi le contrôle des investissements comme un des axes essentiels de leur revendication syndicale, « stratégie qui consiste à porter la lutte sur le terrain de l'adversaire, selon la technique du judo ». La première manifestation officielle de cette stratégie a été, on s'en souvient, l'annonce par E. Maître, du colloque informatique et Société de V. Giscard d'Estaing, en septembre 1979, des 9 propositions pour permettre le contrôle des investissements informatiques par les travailleurs. On se souvient aussi des violentes protestations de la CGT à cette occasion. (Notons au passage que, quinze mois après, le Ministre de l'Industrie, chargé par le Président de la République de répondre à la C.F.D.T, n'en a toujours rien fait).

Colloque évidemment trop court pour les travaux en commission sur les différents technologies, les tables rondes, les nombreuses interventions des syndicalistes étrangers qui ont fait prendre conscience de la dimension au moins européenne de la question, les témoignages sur les luttes, encore rares, centrées sur les conséquences d'une application technique, et enfin les tentatives de synthèse. Pour plus d'informations, voyez la revue *Cadres*, N° 206, sept

oct 1980, préparatoire au colloque et les prochains numéros qui publieront les suites.

Plutôt que de tenter un compte rendu impossible, il nous paraît intéressant ici de poser deux questions à propos de ce colloque :

- Pourquoi cette réflexion est-elle celle des cadres ? On a souligné à plusieurs reprises que les cadres sont au cœur des problèmes puisqu'ils sont à la fois ceux qui subissent et ceux qui initient et propagent les technologies. Certes, mais sont-ils les seuls ? En s'isolant dans cette réflexion, ne risquent-ils pas d'introduire la division du travail à l'intérieur du syndicat ? En présentant le colloque, il a été bien précisé que cette stratégie de contrôle des investissements était complémentaire d'une démarche qui s'appuyait sur l'expression des travailleurs, consiste à bâtir patiemment à partir du quotidien. Mais le n'a pas compris comment s'articulent les deux démarches, et il me semblerait dangereux de penser la première comme étant celle des cadres et la seconde celle des fédérations.

- Cette stratégie ne risque-t-elle pas de conduire les syndicats à cautionner malgré eux une politique qu'ils refusent par ailleurs ? Ou, pour reprendre le titre d'une table ronde du colloque, peut-on négocier les changements technologiques ? Peut-on distinguer les techniques utiles ou nuisibles ou malsaines ? Peut-on infléchir assez radicalement l'application d'une technologie pour la rendre positive, sans remettre en cause le système dans lequel elle s'applique ? Ou bien, la revendication de contrôler les investissements porte-t-elle en elle-même un germe de contestation plus radicale qu'il n'y paraît ?

Le C.U.I. se pose aussi ces questions et pense en faire un thème prioritaire de réflexion. Faisons-nous savoir si vous êtes intéressés pour y participer.



CII Commission Presse Imprimerie

La commission s'est réunie pour la première fois le mercredi 28 janvier à l'AGECA, avec sept participants, professionnels de l'informatique et des médias, et travailleurs du livre.

Un premier exposé a présenté l'accélération de l'informatisation du secteur, les nouveaux matériels disponibles pour les tâches rédactionnelles, la mise en page, la photographie couleur, l'accès aux banques de données. Avec le développement supplémentaire des projets télématiques, c'est l'ensemble d'un secteur de plusieurs centaines de milliers de personnes qui est concerné.

Le débat a porté sur le développement des banques de données, l'incohérence des réactions des patrons de presse (en particulier presse locale) et surtout sur les conséquences sur l'emploi et les conditions de travail : l'informatisation menace-t-elle directement les emplois ? Le mouvement ouvrier a-t-il une réponse cohérente à long terme ?

A propos de la télématique, nous avons souligné le caractère arbitraire et forcé du choix imposé par les télécoms qui favorise au profit de certains groupes financiers (Matra, Thomson, Saint-Gobain) les solutions de téléphonie, alors que d'autres choix technologiques pourraient être envisagés (par exemple mise à jour des annuaires téléphoniques sur vidéo-disques). Nous avons rappelé la fonction de notre commission, dans le cadre du CII, par rapport au mouvement ouvrier et syndical. Nous ne cherchons pas à élaborer des stratégies alternatives (?), mais à fournir l'ensemble des informations auxquelles nous pouvons avoir accès et les analyses que notre travail commun peut élaborer.

Nous avons prévu un planning d'exposés dans le cadre de la commission ainsi que des articles pour *Terminal 19/84*. Ils pourront aider ceux qui veulent porter la contradiction dans les journées de conférence de la CGT dans les villes de province.

Pour tous contacts : Olivier 84330-09.

Compte rendu du conseil d'administration du CII du 13 décembre 1980

• AFFAIRE JOINET :

L'élection de Louis Joinet de la CNIL conduit à relancer le débat sur la nature et le rôle de la CNIL. Le texte d'un communiqué (reproduit par ailleurs) a été approuvé et adressé aux principaux organes de presse et aux sections syndicales des SSCI et constructeurs informatiques. Une pétition des informaticiens est en cours de signature.

• CARTE D'IDENTITÉ :

Après un bref bilan des initiatives prises depuis la dernière réunion du CA (constitution d'un dossier de presse, réunion unitaire), le texte de l'appel du boycott a été amendé et adopté ; il sera soumis à la signature des organisations concernées. S'il n'y a pas assez de signatures il est prévu de s'adresser à un certain nombre de personnalités et de publier au besoin un encart dans la presse. Au début janvier devrait être organisée une conférence de presse, si possible avec la Ligue des Droits de l'Homme et le Syndicat de la Magistrature.

• NUMÉROS SPECIAUX : DES REVUES :

Le n° spécial de *Que Choisir* est au point mort ; une relance s'impose. Par contre le n° spécial de *Critiques de l'Economie Politique* avance : différents articles sont programmés :

— Sur la stratégie des grands groupes en matière d'informatisation

— Sur les résistances ouvrières et sur les stratégies syndicales

— Sur la déqualification, les nouveaux savoirs et les nouvelles qualifications rendues nécessaires par l'informatique.

• TERMINAL 19/84 :

Le n° 2-3 du bulletin a pris près d'un mois de retard, à cause de difficultés internes à la société de photocomposition. Plusieurs participants à la réunion ont estimé que les prix obtenus étaient trop élevés et ont demandé qu'à l'avenir soit passé un contrat précis avec des pénalités en cas de retard. Pour conserver le pluralisme du CII il a été décidé de ne plus s'adresser à un seul fournisseur mais de demander des devis à plusieurs ateliers italiens, Comp OF 7, Cécilia, Graphatel, Rotographie, Syros, etc.). Le CA a désapprouvé d'avoir été mis devant le fait accompli en matière d'échange de publicité ; il demande qu'à l'avenir ces échanges soient décidés collectivement et soient beaucoup plus larges que ceux qui ont été pratiqués de façon sauvage pour le n° 2-3. Un secrétariat de rédaction sera mis en place pour élaborer les prochains sommaires et suivre la fabrication jusqu'au bout. Les prochains bulletins porteront sur l'automatisation, l'informatique et la vie quotidienne, la science fiction.

• REGIONS :

Il existe des groupes CII locaux à Nantes et à Caen et groupes en formation dans la région lyonnaise, Rennes, Sud-Ouest (Brau). Le CA suggère que des initiatives identiques soient prises par des adhérents de Marseille, Lille, Alsace-Lorraine, etc. Un des membres du collectif a été désigné pour assurer des liaisons régulières avec les groupes locaux (Edith Fonteneau).

• FONCTIONNEMENT :

Pour éviter que le fonctionnement en commission, provoque une trop grande dispersion il a été décidé de consacrer une partie de la réunion du collectif du CII à des comptes rendus systématiques du travail des commissions. D'autre part le collectif est chargé de préparer et de mettre en forme les débats décidés lors de la dernière réunion du CA :

- Une informatique de poche est-elle possible ?
- Comment parler de l'informatisation ?
- Comment dépasser les points de vue contradictoires vis-à-vis de l'informatique :

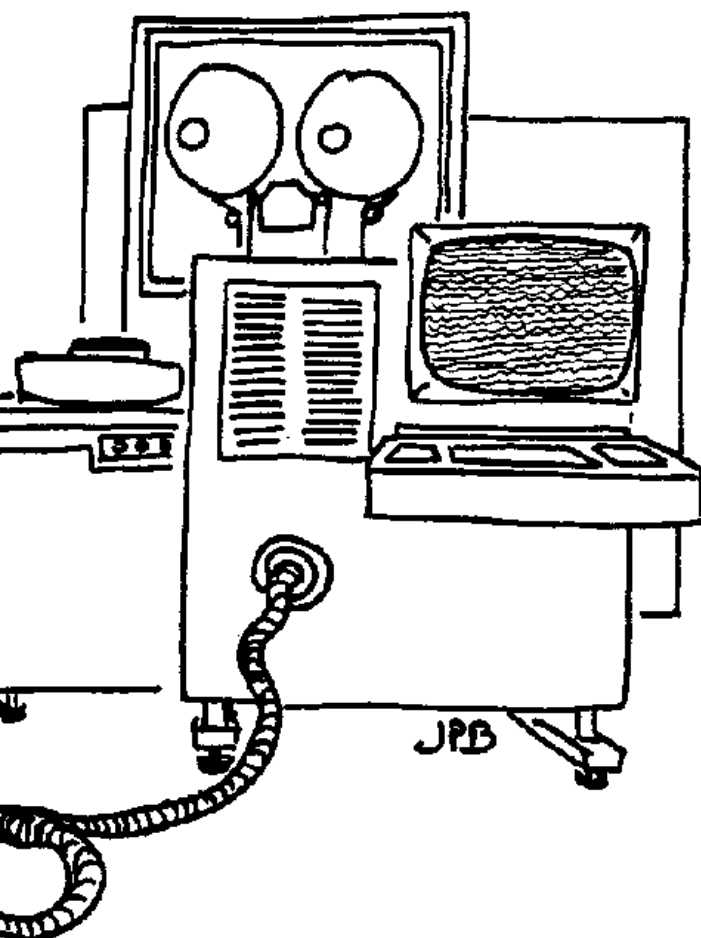
selon que l'on parle du fichage ou de l'informatisation de la production ? Ces débats pourront avoir lieu lors de la prochaine assemblée générale.

• JOURNÉES D'ETUDES :

La 1^{re} journée d'études sur le rôle des informaticiens des SSCI est en cours d'organisation. La deuxième journée portera sur le thème suivant : « le patron informatise qu'est-ce qu'on fait ? » devra réunir des sections syndicales.

• ART ET MANIÈRE D'UTILISER LA C.N.I.L.

Un débat interne comportant le bilan des positions de la CNIL à la lumière de son rapport est nécessaire, avant de commencer à écrire une brochure d'une dizaine de pages sur la question. Une réunion sera programmée un samedi après-midi de février.



« AFFAIRE » JOINET COMMUNIQUE DU CIII

Au moment où la Commission Nationale Informatique et Liberté rendait public son premier rapport, Monsieur Peyrefitte annonçait le limogeage de Louis Joinet, dont on sait le rôle dans l'élaboration de la loi « Informatique et Libertés », la compétence internationalement reconnue et la vigilance en ce qui concerne les Droits de l'Homme. Le Centre d'information et d'initiative sur l'informatisation dénonce ce nouveau coup bas de Monsieur Peyrefitte et estime nécessaire une réaction de l'opinion publique, notamment des informaticiens. En effet, le travail de ceux-ci est de plus en plus asservi à une logique liberticide et par là même c'est toute une profession qui risque de se trouver discréditée et suspectée par la population.

1) Le limogeage de Louis Joinet est la remise en cause d'un pluralisme qui a permis à la C.N.I.L. de limiter les aspects les plus arbitraires et dangereux des projets du pouvoir concernant la carte d'identité, le système AUDASS, le projet de titre unique informatisé pour les travailleurs immigrés. En effet, il est évident qu'une composition pluraliste du personnel administratif permet au pluralisme, déjà fort limité de la Commission de ne pas être une fiction. Il n'en reste pas moins que la fonction essentielle de la C.N.I.L. est de légitimer et de « blanchir » l'informatisation de la société. Aussi, la question d'une instance indépendante et disposant d'un réel pouvoir reste posée. L'absence de réactions de la C.N.I.L. au limogeage de Louis Joinet est à cet égard significative.

2) La CIII dénonce ce nouveau coup bas d'un personnage dont la main apparaît dans toutes les sales affaires du régime giscardien : affaire Boulin, affaire Delpev, attaque contre *Le Monde*... Monsieur Peyrefitte a voulu faire cette fois-ci coup double. D'une part, à travers Louis Joinet, le Ministre cherche à atteindre le syndicat de la Magistrature après que plusieurs de ses membres aient été sanctionnés et au moment où une proposition de loi de la majorité s'en prend aux libertés syndicales dans la magistrature. D'autre part, Monsieur Peyrefitte règle les comptes personnels avec le sénateur UDF Thyraud qui était entré en conflit avec le Gardes des Sceaux en voulant se construire une image de marque libérale à la présidence de la C.N.I.L.

3) Guidé par sa passion de réduire une à une les libertés, Monsieur Peyrefitte est en passe de réussir ce que le lobby Informatique cherchait à éviter : rendre l'association des mots informatique et liberté aussi incongrue que celle des mots nucléaire et sécurité ! L'affaire de la carte d'identité informatisée est exemplaire. Après avoir obtenu l'accord de la C.N.I.L. moyennant des modifications du projet du Ministère de l'Intérieur, Monsieur Peyrefitte et la majorité avalent la légalisation des contrôles d'identité, malgré la garantie à la C.N.I.L. que celle-ci ne serait obligatoire. La carte d'identité le deviendra de fait et se trouvera détournée de sa fonction de vérification de l'identité en moyen de contrôle des déplacements des personnes. La liberté de circulation en prend un nouveau coup et la C.N.I.L. s'est fait flouer !

Le CIII appelle les informaticiens à élaborer et à faire signer des pétitions pour exiger le maintien de Louis Joinet à son poste et à transmettre celles-ci à la C.N.I.L. 21 rue Guillaume 75007 Paris.

Paris le 13 décembre 1980

Fonctionnement du CIII

Le CIII ne remplira son rôle que grâce à une participation active de ses adhérents.

— Si vous habitez en province, vous pouvez participer à un groupe CIII ou en créer un, ou encore constituer une commission de travail en vue d'alimenter *Terminal*.

— A Paris existent plusieurs commissions qui contribuent à la vie du CIII : réunion publique sur le rôle des SSCI organisée par la Commission SSCI, animation de débats en MJC par la commission vie quotidienne et contrôle social, travail de réflexion (commission modélisation, économie, presse, industrie). Certaines n'existent que sur le papier : tertiaire, femmes, enseignement. Nous avons besoin de tous et de toutes, écrivez-nous pour préciser la commission qui vous intéresse.

— Individuellement, vous pouvez écrire : articles, courrier des lecteurs, envoi d'informations... et diffuser *Terminal*.

D'autre part, une assemblée générale aura lieu en juin pour faire un bilan, tracer les orientations et désigner les membres du Conseil d'administration, celui-ci se réunit tous les 3 mois et entre temps, un collectif fait tourner la boutique (initiatives, journal, contacts et finances...)

Enfin, vous pouvez aussi envoyer de l'argent : on en a grand besoin.

Faites abonner vos amis, vos collègues ou offrez leur un abonnement à *Terminal*.
Envoyez-nous des listes d'adresses



Commission vie quotidienne contrôle social

La commission qui se compose de 8 membres a tenu 5 réunions. Elle s'est donnée comme objectif de procéder à une réflexion sur un certain nombre de points prioritaires. Ses fiches et articles seront élaborées pour être publiées dans *Terminal* :

- 1) Teletel : accès individuel à de nouvelles banques de données, nouveau média, attitude des « acteurs sociaux »...
- 2) L'informatique communale :
- 3) La maison informatisée
- 4) Informatique et sécurité ;
- 5) La carte CP8 et les cartes à mémoire.

D'autres projets pourront être abordés ultérieurement. Par ailleurs, des membres de la commission ont participé à des débats dans des MJC, organisation de quartier et au lancement de la campagne sur la carte d'identité informatisée.

Un groupe CIII à Caen

Nous venons de mettre sur pied un CIII à Caen. Après une période au cours de laquelle nous avons tâtonné, nous arrivons maintenant à un fonctionnement régulier, sous forme d'une réunion courte (1 h 30) tous les 15 jours. Le noyau initial, qui doit s'agrandir très vite, est constitué de 6 camarades. Je vous joins notre plate-forme, inspirée bien entendu de la plate-forme nationale, ainsi qu'un exemplaire de la première lecture mensuelle d'information que nous avons décidé d'envoyer régulièrement à un réseau de correspondants que nous mettons sur pied actuellement. Ce réseau sera constitué de représentants des organisations politiques, syndicales, écologiques... de Caen.

Nous vous tiendrons régulièrement au courant de nos activités. Nous pensons faire appel à vous, d'ici quelques temps, pour animer des débats, en particulier sur le thème que nous voulons privilégier : informatique et libertés.

C3I De Caen
« Alternatives Sociales »
B.P. 5002 14021 Caen Cedex

L'INFORMATIQUE ET LE TEMPS DE TRAVAIL

Au premier abord, le fait de remplacer partiellement l'homme dans un certain nombre de tâches et ce pouvoir le remplacer potentiellement dans beaucoup d'autres, place l'informatique au carrefour du débat: travaillerons nous nettement moins demain?

Il est clair que si les besoins individuels, sociaux et patronaux restaient stables, le temps de travail diminuerait progressivement avec le temps pour atteindre, disons, une heure par jour à la fin du siècle, grâce aux progrès de la productivité en général et de l'informatique en particulier.

Malheureusement, le système économique dans lequel nous vivons invente une profusion de nouveaux besoins (matériels ou immatériels) qui exigent du travail humain pour être satisfaits.

Prenez deux exemples.

Les vacances payées ont diminué radicalement le nombre d'heures travaillées à la source, mais elles ont créé l'industrie du tourisme et le Club Méditerranée. Pire encore, le remplacement des petits pétroliers par des gros tankers supprime du temps travaillé, dont la conséquence fut non pas la réduction du temps de travail, mais l'instauration des embouteillages, garages, usines d'automobiles, gendarmes etc. Dans ce dernier cas le travail social augmenta, au lieu de diminuer.

Or, il n'y a rien qui nous garantisse que l'informatique chez nous ne créera pas énormément des besoins nouveaux: ordinateurs à domicile, enseignement programmé, jeux, contrôle de la maison, surveillance des enfants, automatismes familiaux (fermeture et ouverture des volets automatiques, cuisines semi-automatique etc.), psychologues, psychiatres, oculistes etc.

Il est en réalité impossible de tirer un bilan à priori de l'économie du travail ainsi obtenue. Bon sur, la productivité augmentera, mais vraisemblablement la consommation (matérielle ou immatérielle) aussi. L'autre possibilité consisterait à limiter les besoins, ce qui permettrait de décroître massivement le temps de travail.

Personnellement, je pense quand même que le temps de travail n'est pas déterminé primordialement par la technologie de la société, mais principalement par les mécanismes de résistance sociale mis par les travailleurs vis-à-vis du maximum souhaité par leurs employeurs. (L'Amérique, avec son avance technologique, produit environ deux fois plus par travailleur qu'en France. Au lieu de vivre comme le français et ne travailler que 6 mois par an, ils travaillent presque autant que nous en consommant le double. D'autre part, il est connu que les sociétés primitives ne travaillent que environ trois heures par jour pour satisfaire leurs « besoins »).

En conclusion, l'informatique réduirait énormément le travail s'il n'y avait pas tant de travail pour tout informatiser!

Marie Christine Blanc

FAIRE DES PROPOSITIONS A LA GAUCHE

J'ai lu avec intérêt le N° 2-3 de « *L'informatique* ». Les dangers du contrôle social sont bien analysés et dénoncés, le relatif succès de la lutte sur GAMIN montre que des luttes qui aboutissent au moins partiellement sont possibles.

Votre revue joue un rôle très positif d'information sur les luttes et de réflexion, continuez.

Après lecture de votre revue il m'est venue une idée que je vous soumet ci-dessous la suivante:

Souvent les dénonciations, même les plus justifiées, n'ont pas grande efficacité, ce que l'auteur de l'article « *Informatique et contrôle social* » dit lui-même page 26: « *dénoncer ne sert plus à grand chose; aujourd'hui on en a vu d'autres...* ». Sans abandonner cependant ni la réflexion politique ni même la dénonciation (qui reste malgré tout nécessaire), ni surtout l'information sur les luttes, n'y avait-il pas à faire un travail (qui à mon sens risque d'être beaucoup plus positif que la simple dénonciation) d'analyse et de proposition en direction des grandes organisations de gauche PC, PS, CGT, CFDT...; ces propositions étant rendues publiques par la grande presse « *Le Monde* »... et appelant une étude approfondie et une réponse de ces dites organisations. Notamment il serait intéressant de préparer tout un ensemble de propositions concrètes sur les mesures (1) que pourrait prendre un gouvernement de gauche en matière de:

- fichage policier (fichage de contrôle de police, carte d'identité, carte de travail pour les immigrés...)
- fichage militaire
- fichage social (GAMIN, AUDASS...)
- fichage administratif (SAFARI...)

Il s'agirait de faire une analyse de la situation actuelles (elle est déjà faite en grande partie si l'en juge par le contenu du N° 2-3) montrer les dangers et l'acceptabilité de la situation actuelle et les lendemain que ça nous prépare; puis faire des propositions concrètes tendant à pallier ces dangers, qu'un gouvernement de gauche pourrait prendre. Une telle étude devrait être très soignée et documentée et ne faire que des propositions très sérieuses, concrètes et argumentées (2).

En envoyant une telle étude aux partis et syndicats et en même temps à la grande presse, je pense qu'on amène ces organisations à réfléchir et à répon-

dre publiquement (elle y sont quasiment obligées si on arrive à faire passer dans *Le Monde* la totalité ou la plus grande partie de ce travail) et que tout cela ne peut qu'être très positif (quelles que soient les réponses).

Gabriel Che
Aix en Provence

(1) Mesures visant à la suppression ou à la limitation contrôlée du fichage.

(2) Je peux vous dire qu'il est très difficile de faire ce genre de travail à l'intérieur des grosses organisations. J'ai moi-même avec quelques camarades de l'NSSE réussi après une dure bataille à faire voter à un congrès régional fonction publique CGT une motion demandant la suppression du fichage policier (en 1977), mais la motion a ensuite été écartée au niveau fonction publique nationale.

ALTERNATIVES INFORMATIQUES AUX USA

J'ai été content de prendre contact avec vous et d'apprendre qu'un courant radical conscient des problèmes posés par l'informatique se développe en France. Je crois qu'il est très important que ceux qui reconnaissent les grandes possibilités de la « conscience-informatique » et de la technologie de l'information (utilisée par le bien ou pour le mal) ressentent le besoin de mettre en commun leurs idées dans ce domaine, de manière à faciliter la recherche pour des alternatives tant au niveau local qu'au niveau international. J'aurais bien aimé pouvoir parler d'un mouvement américain existant dans ce sens, mais il n'y a, à ma connaissance aucune forme d'effort organisé dans ce domaine. L'intérêt et les potentialités existent sans aucun doute mais tout ceci est encore jusqu'à aujourd'hui inorganisé. Il me semble qu'il doit sûrement se passer quelque chose quelque part parmi les passionnés de la micro-informatique, en terme de « community-based software ». Je vous tiendrai au courant de ce que je pourrai apprendre dans ce domaine. Je vais avoir mon propre micro-ordinateur dans le courant du mois (TRS 80 Level II 16 K) je recherche pas mal d'informations sur la « micro-sub-culture » ici à New York.

Mike Mc Cullough
New York
le 14 octobre

Centres de recherche, centres de calcul, bibliothèques, associations peuvent aussi être abonnés à *Terminal*... 230 F